

Déclaration commune des collectifs solidaires avec le peuple grec

Répondant à l'appel du collectif Solidarité France Grèce pour la Santé et de l'association Bretagne Grèce Solidarité Santé, plus de 80 personnes de 23 collectifs locaux venant de plus de 20 villes et départements (*) se sont retrouvés le 20 février 2016 pour faire le point sur la solidarité avec les dispensaires sociaux grecs et le combat du peuple grec contre les politiques d'austérité imposées par l'union européenne et mises en œuvre par les autorités grecques.

Étaient présents également et ont participé des représentants de : Fédération nationale des centres de santé, Syndicat national de l'enseignement supérieur-FSU, Solidaires, Syndicat national des chirurgiens-dentistes des centres de santé, Sud Santé-Sociaux, Union syndicale de la psychiatrie, Union syndicale des centres de santé, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Transform ! Europe, Ensemble, PCF.

Nous y avons fait le point sur les conséquences toujours plus dramatiques de ces politiques sur la santé, l'accès aux soins et la protection sociale avec la progression du chômage, de l'exclusion et des annonces sur une nouvelle baisse des pensions de retraite.

Nous avons également constaté que le combat politique et la résistance des dispensaires autogérés se maintiennent et se développent.

Nous avons décidé, en lien avec notre propre combat contre l'austérité en France et en Europe, de poursuivre et d'amplifier notre travail de solidarité politique et concrète avec les dispensaires. Des dizaines de voyages ont déjà permis de nouer des relations et d'acheminer du matériel (médical et pharmaceutique), et plusieurs délégations se sont rendues en Grèce en 2015.

Nous avons décidé de mettre sur pied une caravane militante de la solidarité pour le mois d'octobre qui acheminerait le matériel collecté et permettrait de réaliser par étapes des initiatives publiques solidaires.

Nous appelons l'ensemble des forces associatives, syndicales et politiques, les militants réunis en collectifs ou individuels, à soutenir cette initiative notamment financièrement et à y participer.

Le combat continue

- contre l'austérité au service des banques et des marchés financiers,
- pour un front de résistance à la dette et ses créanciers,
- pour le respect des droits humains fondamentaux et des biens communs, au premier rang desquels l'accès à la santé et aux soins,
- pour que vive la solidarité internationale entre les peuples.

à Paris, le 20 février 2016

(*) Aubagne, Aube, Auxerre, Avignon, Bordeaux, Bretagne, Caen, Clermont, Gard, Grenoble, Isère, Lannion, Lille, Lyon, Marseille, Morbihan, Nancy, Normandie, Paris, Poitiers, Rennes, Saint-Malo, Tarn, Troyes, Toulouse, Trégor, Val-d'Oise, Vaucluse, Vitry-sur-Seine, Yonne.